

*La guerre du Golfe et le syndrome vietnamien*¹

JOHN T. S. KEELER²

Maintenant que le défilé triomphal de la victoire est terminé et que le général Schwarzkopf a signé un contrat pour écrire ses mémoires, la principale question qui reste posée à propos de la guerre du Golfe est de savoir dans quelle mesure son souvenir va continuer à influencer la politique étrangère américaine. Le président Bush a ouvert ce qui ne manquera pas d'être un débat prolongé aux Etats-Unis quand il a déclaré dans son discours annonçant le cessez-le-feu : « Nous nous sommes débarrassés du syndrome vietnamien une fois pour toutes. » Nous voulons dans cet article analyser ce que l'on appelle le « syndrome vietnamien », voir si l'on s'en est effectivement « débarrassé » ou si on l'a enterré dans le sable du Golfe, et évaluer les possibles effets futurs de ce qui va peut-être devenir le « syndrome du Golfe ».

LE SYNDROME VIETNAMIEN

Seize ans après que les derniers hélicoptères américains ont décollé du toit de l'ambassade américaine de Saïgon, la victoire de la guerre du Golfe illustre une fois de plus les profonds effets que la défaite du Vietnam a eus sur la psyché américaine. Le président Bush n'a pas été seul à faire le lien entre les deux événements. Le numéro de l'hebdomadaire *Time* publié juste après la libération du Koweït comprenait un article intitulé « Exorciser un vieux démon » et qui commençait simplement par les mots « Bonjour Koweït, Adieu Vietnam ». « Lorsque les forces dirigées par les Etats-Unis ont traversé l'Irak et le Koweït la semaine dernière, explique Stanley Cloud, elles n'ont pas vaincu simplement l'armée irakienne, mais peut-être aussi le fantôme le plus tenace de l'époque du Vietnam, notre doute de nous-mêmes,

1. Traduction Isabelle Richet.

2. Professeur de Science politique, Université de Washington (Seattle, USA).

la crainte du recours à la force, la division, une incertitude fondamentale à propos du rôle de l'Amérique dans le monde. »¹ Dans le numéro suivant de *Time*, l'article de Lance Morrow consacré au « Retour triomphal » faisait remarquer que la guerre semblait devoir marquer « la fin de la vieille dépression américaine appelée le syndrome vietnamien, c'est-à-dire le pessimisme obligé, le besoin de toujours voir les côtés négatifs et les échecs »². Un numéro commémoratif spécial de *Newsweek* présentait le général Schwarzkopf comme l'homme qui avait non seulement « gagné la guerre du Golfe » mais aussi « enterré l'héritage du Vietnam ». « Depuis une demi-génération, y écrivait Charles Lane, le souvenir de la défaite du Vietnam (...) hantait les Etats-Unis à l'intérieur comme dans le monde. Un esprit défaitiste semblait marquer tous les efforts du Gouvernement. » Mais au lendemain de la guerre du Golfe, poursuivait Lane, les Américains avaient une confiance accrue dans leurs capacités³. Dans le *New York Times*, Dov Zakheim, ancien sous-secrétaire adjoint à la Défense à l'époque de Reagan, définissait en ces termes le syndrome vietnamien : « une réticence à s'engager dans des opérations militaires à l'étranger » et affirmait que désormais le syndrome « était enterré dans le Golfe persique. Et avec la conscience accrue qu'a l'opinion publique du fait que l'expression de nos valeurs nationales peut prendre une forme militaire, il ne risque pas de sortir de sa tombe dans un futur proche »⁴.

L'utilisation d'une telle métaphore par un ancien membre du Gouvernement Reagan semble particulièrement ironique, car elle nous rappelle à la fois la résistance et la force du syndrome vietnamien. On a souvent annoncé sa mort dans le passé mais il a toujours ressurgi comme le monstre indestructible du film *Halloween*. Ronald Reagan et ses collaborateurs ont passé huit ans à présenter l'équipe de Carter comme l'építome du pessimisme, du défaitisme et de la futilité (symbolisée par l'échec de la tentative de récupération des otages en Iran) de la période qui a suivi la défaite du Vietnam, tout en insistant sur le fait que le Gouvernement Reagan représentait « un nouveau départ », ou « l'aube de l'Amérique ». L'avis de décès du syndrome vietnamien, disait-on, avait été écrit avec le réarmement massif opéré par le Pentagone de Weinberger et le succès de l'intervention militaire à Grenade. A l'arrivée de George Bush à la présidence, les officiels se sont sentis une fois de plus obligés d'affirmer que le syndrome vietnamien avait été enterré à la suite de l'intervention à Panama (« Opération Cause Juste ») et la victoire apparente des Etats-Unis dans la guerre froide représentée par l'effondrement de l'Empire soviétique en Europe de l'Est.

Il est donc curieux, mais révélateur, que la guerre du Golfe ait servi à lancer une nouvelle vague d'avis de décès du syndrome vietnamien. Le

1. *Time*, 11 mars 1991, p. 52.

2. *Time*, 18 mars 1991, p. 19.

3. *America et War*, numéro spécial de *Newsweek*, printemps/été 1991, p. 97 et 112.

4. *The New York Times*, 4 mars 1991.

problème, évidemment, est que les traumatismes du Vietnam n'ont jamais été réellement oubliés au cours des années 80. En effet, la façon dont l'équipe de G. Bush a mené la guerre contre l'Irak montre qu'elle avait tiré des leçons importantes de l'expérience du Vietnam. L'équipe de Bush a montré par son action qu'elle ne considérait pas le « syndrome vietnamien » comme une aversion irrationnelle envers tout engagement militaire à l'étranger, comme certains conservateurs semblaient le penser, mais plutôt comme un scepticisme plus ou moins rationnel quant aux possibilités de succès d'une telle opération, scepticisme nourri par les nombreuses erreurs politiques et militaires de Johnson et de Nixon. Le défi qui se présentait à G. Bush et à ses conseillers était donc tout d'abord d'éviter les erreurs susceptibles de faire naître un état d'esprit pessimiste et dépressif, de montrer que l'on pouvait remporter une importante victoire militaire à un coût acceptable, et ainsi de restaurer la confiance du public dans les capacités militaires de l'Amérique.

COMMENT SE DÉBARRASSER DU SYNDROME VIETNAMIEU ?

Afin de déterminer si oui ou non les Etats-Unis se sont « débarrassés » du syndrome vietnamien dans le Golfe, il faut essayer d'analyser un à un les différents éléments qui forment cet ensemble complexe d'émotions. Pour ce faire je vais décomposer le syndrome en cinq symptômes et les examiner l'un après l'autre.

Le premier symptôme était un *scepticisme à propos de la capacité du président d'apprécier correctement et honnêtement les possibilités de victoire*. On peut dire de façon rétrospective que les présidents Johnson et Nixon ont fait leur erreur la plus fondamentale quand ils ont décidé, ou se sont sentis contraints, de risquer le prestige national dans un conflit complexe qu'ils ne cessaient de présenter comme étant contrôlable — Johnson répétait que les Etats-Unis pouvaient et allaient gagner, et plus tard, Nixon affirmait qu'il avait un « plan secret » pour gagner la guerre — mais qui s'avéra impossible à gagner si l'on appliquait les paramètres de la guerre acceptables par le peuple américain. Conditionnés par cette expérience, de nombreux Américains avaient donc instinctivement tendance à se demander si Bush n'était pas excessivement optimiste dans son analyse des perspectives dans le Golfe. Bien sûr, il devint vite évident qu'il avait eu raison de déclarer que la situation dans le Golfe était très différente de la situation au Vietnam. Comparée au Vietnam, la guerre du Golfe présentait un cas bien plus clair d'agression avec des enjeux économiques bien plus grands ; elle se déroulait dans un contexte international bien plus favorable (une large coalition à l'ONU, le soutien de l'Union soviétique, l'abstention de la Chine lors des votes à l'ONU), comparé au faible soutien international dont bénéficiait l'intervention américaine au Vietnam et la crainte très réelle qu'une escalade rapide déclenche l'intervention de l'URSS ou de la Chine dans le conflit) ; un ennemi méprisé par tous (pratiquement personne aux Etats-Unis n'a pris la défense

de Saddam Hussein, alors que pour beaucoup au sein du mouvement anti-guerre, Hô Chi Minh était considéré comme un dirigeant nationaliste héroïque) ; une armée ennemie moins imposante ; un terrain qui permettait une guerre aérienne plus efficace, et, enfin — mais ce n'est pas le moins important — aucune des complications créées par le soutien aux gouvernements instables du Sud-Vietnam. Dans la mesure où « se débarrasser » du syndrome vietnamien signifiait restaurer la confiance du peuple américain dans la capacité de leurs dirigeants élus d'apprécier correctement s'il était judicieux et prudent de s'engager dans une guerre, le Gouvernement Bush prenait un bon départ.

Un deuxième symptôme du syndrome vietnamien concernait les relations entre les civils et les militaires ainsi que la doctrine militaire. Il s'agissait d'un *scepticisme quant à la volonté du président de laisser les militaires développer et appliquer une doctrine de guerre efficace*. Johnson serrait la bride de ses commandants militaires et, à partir de préoccupations intérieures et internationales, insistait pour qu'ils pratiquent une stratégie d'escalade graduelle et très limitée. À l'opposé, Bush laissa plus d'autonomie à ses chefs militaires — il annonça clairement à la presse américaine qu'il n'avait pas l'intention de diriger la guerre dans le détail comme Johnson l'avait fait — et soutint leur décision de pratiquer une escalade rapide et massive. Le général Colin Powell, président de l'état-major des Forces armées présenta la nouvelle doctrine militaire en ces termes : « Frapper rapidement, de façon décisive et avec suffisamment de force pour résoudre le problème. Agir vite et avec des pertes de vie minimum. »¹ Pour les dirigeants militaires américains qui avaient été formés à l'époque du Vietnam, cette doctrine semblait très attrayante, non seulement comme moyen d'écraser de façon décisive les forces ennemies, mais aussi comme moyen d'empêcher le développement d'un mouvement antiguerre dans le pays. Les responsables américains savaient bien que Saddam Hussein affirmait lui aussi avoir tiré des leçons du Vietnam et qu'il espérait pouvoir infliger suffisamment de pertes aux troupes américaines pour amener l'opinion publique à s'opposer à la guerre.

Comme Saddam Hussein l'a vite découvert, la doctrine Powell allait être appliquée avec un succès si remarquable que le nombre des pertes américaines (et de la coalition) resta très limité et que l'Irak fut rapidement battu, en grande partie grâce aux performances éblouissantes de l'arsenal américain d'armement de pointe. Par la même occasion, les troisième et quatrième symptômes du syndrome vietnamien étaient peut-être définitivement enterrés : *la crainte que les responsables politiques et militaires sous-estiment les coûts humains de la guerre dans leur empressement à rechercher le soutien du public* (le Mémorial du Vietnam à Washington, qui porte les noms de plus de 50 000 soldats tués dans cette guerre, est un symbole poignant de cette crainte) et un *scepticisme à l'égard de l'efficacité*

1. *America at War*, cité p. 83.

d'un armement militaire hautement vanté mais pour l'ensemble jamais testé. En ce qui concerne les chiffres des pertes, Bush et ses porte-parole militaires se gardèrent bien de faire des prédictions avant la guerre, mais ils semblèrent vouloir préparer le public à attendre beaucoup plus de morts qu'il n'y en eut en fait. En outre, des dizaines d'analystes militaires prédiront un nombre de pertes largement supérieur à celles enregistrées. Par exemple, un numéro de novembre de la très sérieuse revue *Congressional Quarterly*, écrivait : « Une attaque au sol contre les abris des troupes irakiennes pourrait coûter entre 20 000 et 30 000 morts selon des estimations modérées. »¹ Un certain nombre d'experts qui vinrent témoigner devant le Congrès en décembre se firent l'écho de projections pessimistes du même ordre. Deux jours avant l'expiration de l'ultimatum de l'ONU, Philip Caputo, vétéran du Vietnam et auteur à succès, estimait que la guerre pourrait durer entre quinze et dix-huit semaines et coûter aux alliés jusqu'à 75 000 hommes. A la veille de l'attaque au sol, en février, il avait révisé ses estimations à la baisse mais continuait d'affirmer que, sur la base de précédents historiques, les alliés devaient s'attendre à des pertes de l'ordre de 5 600 morts et 21 000 blessés². Les pertes réelles enregistrées par les troupes américaines sont les suivantes : 14 morts et 12 blessés après quatre semaines d'affrontements et pas plus de 150 morts durant toute l'opération « Tempête du Désert »³.

Si le décalage énorme entre le nombre prévu et le nombre réel de pertes a été une des surprises les plus étonnantes de la guerre du Golfe, une autre surprise est venue des performances presque parfaites des armements très sophistiqués qui ont été créés depuis les années 70. L'état d'esprit défaitiste associé au syndrome vietnamien venait en partie de l'incapacité des ordinateurs et des hélicoptères de combat américains à offrir la victoire en Asie du Sud-Est. *Apocalypse Now* et d'autres films sont venus rappeler la futilité de l'énorme avantage technologique américain au Vietnam. Depuis cette époque, de nombreux experts ont appelé les citoyens américains à ne pas faire confiance aux nouveaux armements sophistiqués qui ont englouti chaque année des milliards de dollars du budget de la défense. Comme l'a écrit un journaliste de *Newsweek* : « Des carrières politiques et journalistiques ont été bâties sur la dénonciation de l'engouement du Pentagone pour les ordinateurs aéroportés et les tanks qui roulent à plus de 40 miles (60 km) à l'heure »⁴. Un des thèmes principaux du livre *National Defense*, un ouvrage populaire critiquant l'armée américaine publié par James Fallows en 1981, était que des sommes énormes d'argent avaient été gaspillées dans la « recherche de l'arme magique », une arme qui « donnera à dix hommes la puissance de 10 000 » et « rendra la victoire automatique ». Il expliquait

1. *Congressional Quarterly*, 17 novembre 1990, p. 3888.

2. Philip Caputo, *War Torn*, *New York Times Magazine*, 24 février 1991, p. 38 et 71.

3. *America at War*, cité p. 74.

4. *America at War*, cité p. 74.

que les armes « intelligentes » ou « de précision » s'étaient rarement montrées efficaces au Vietnam ; que des équipements aussi sophistiqués étaient tellement compliqués qu'ils tombaient souvent en panne au milieu des combats et ne pouvaient pas être réparés rapidement ; que les frais d'opération de telles armes ne permettaient pas d'avoir des hommes suffisamment bien entraînés à leur utilisation ce qui signifiait qu'elles seraient mal utilisées pendant les combats ; et que les « systèmes toujours plus chers et plus complexes » étaient « conçus en portant de moins en moins d'attention aux réalités incertaines du champ de bataille »¹.

Les critiques comme celles de Fallows gagnèrent une certaine crédibilité dans les années 80 après les échecs largement rapportés dans la presse des essais d'armes telles que l'avion de combat Stealth, le missile de croisière *Tomahawk* et le tank *Abrams*. Cependant, il s'ensuivit « des années de travail au cours desquelles les défauts furent finalement éliminés ». Il est vrai qu'on a noté l'absence embarrassante du bombardier B1 durant la guerre du Golfe, due au fait qu'il était cloué au sol par des problèmes de moteur. D'un autre côté, la plupart des armes ont réalisé des performances supérieures mêmes à ce que les responsables militaires avaient osé espérer. Comme l'a fait remarquer un journaliste : « La première vague d'attaques contre l'Irak a représenté un phénomène presque inconnu dans les annales de la guerre moderne : pratiquement rien n'a cloché. »² Même si des problèmes sont apparus par la suite, la performance d'ensemble de l'arsenal moderne a été si impressionnante qu'elle va à coup sûr dissiper l'image « défaitiste » qui collait à l'armée après le Vietnam.

Un cinquième symptôme du syndrome vietnamien était *la crainte que l'engagement dans une guerre importante diviserait le pays* ; un corollaire de cette crainte était l'idée que cette division compliquerait à terme la gestion de la guerre, minerait le moral des troupes et affaiblirait donc les possibilités de victoire. C'est là le seul symptôme du syndrome vietnamien dont Bush ne semble pas s'être vraiment débarrassé dans la guerre du Golfe. Il est vrai que Bush a pu déclarer la guerre en janvier avec l'appui du Congrès et des sondages d'opinion, et que la guerre a été menée à son terme si rapidement et avec un tel succès qu'aucune critique sérieuse n'a eu le temps de s'exprimer ni au Congrès ni dans la rue. Cependant, Bush n'a pas réussi à mobiliser le soutien du Congrès et de l'opinion autant qu'il l'aurait pu, et on peut avancer qu'il a manifesté les mêmes penchants qui finirent, en dernière analyse, par miner les efforts de Johnson et de Nixon. Est-ce seulement le succès presque incroyable (et qui ne pourra sans doute être répété) de son armée qui lui a évité d'en payer le prix alors que les opérations se déroulaient ?

Depuis des années les analystes des affaires militaires ont discuté les causes de la division apparue lors de la guerre du Vietnam et ont cherché

1. James Fallows, *National Defense*, New York, Vintage Books, 1981, chap. 3.
2. *America at War*, p. 68 et 74.

à voir comment une telle situation pourrait être évitée lors de conflits futurs. Un des bilans les plus incisifs est présenté dans le livre du colonel Harry G. Summers, *On Strategy*, qui est une lecture imposée à l'Académie militaire de West Point et dans de nombreuses universités du pays. Summers explique que Johnson n'a pas réussi à établir un « consensus moral » sur le bien-fondé de la guerre du Vietnam et qu'en l'absence d'un tel consensus — la mobilisation de la population — la tâche des militaires avait été sérieusement entravée dès le départ. « Après l'expérience du Vietnam, écrit Summers, aucun président n'engagera l'armée à moins d'être suffisamment assuré que le Congrès et la nation soutiendront un tel engagement. » En effet, conclut-il, « les présidents devraient dans le futur avoir la sagesse de concrétiser un tel soutien en demandant une déclaration de guerre formelle avant de s'embarquer dans des aventures militaires d'envergure »¹.

Jugé à partir des critères de Summers, la performance de G. Bush entre l'invasion du 2 août et la fin de l'année 1990 mérite clairement une mauvaise note². Alors qu'il commença à devenir clair que la guerre plutôt que les sanctions allait être le moyen choisi par le Gouvernement pour résoudre le conflit, les critiques accusèrent de plus en plus G. Bush et ses conseillers de ne pas défendre le choix de la guerre de façon adéquate et cohérente³. Pour reprendre l'expression d'un journaliste : « Il a bâclé la guerre de propagande. » Sa plus grosse erreur dans sa gestion de la guerre sur le plan intérieur a sans aucun doute été la façon dont il a pris la décision à la fin octobre d'ajouter 200 000 hommes supplémentaires aux forces présentes dans le Golfe. Dans une action qui rappelait trop les mauvais jours de Johnson et de Nixon, G. Bush décida : 1) de ne pas rendre sa décision publique avant le lendemain des élections de novembre ; 2) de ne pas faire annoncer la nouvelle à la commission militaire du Sénat par son ministre de la défense Dick Cheney le 24 octobre ; 3) de ne pas consulter préalablement des personnalités démocrates importantes — et qui partageaient sa position — comme le sénateur Sam Nunn, président de la commission militaire du Sénat. Reprenant le principe énoncé par Summers, Nunn déclara : « La dernière chose dont nous avons besoin c'est d'une guerre là-bas, d'une guerre sanglante et des jeunes Américains renvoyés chez eux dans des cercueils et cela sans avoir le soutien du peuple américain. Il faut donc impliquer le Congrès et le Président doit demander au Congrès de s'impliquer dans la guerre. »⁴ De façon étonnante, il semble que Bush ait été « surpris » par « les protestations qui ont suivi le renfor-

1. Harry G. Summers (Jr.), *On Strategy, a Critical Analysis of the Vietnam War*, New York, Dell, 182, chap. 2 et 3.

2. Pour une appréciation plus positive de la performance de G. Bush, voir l'article de R. W. Apple Jr. dans le *New York Times* du 3 mars 1991.

3. Voir Uncertain Congress Confronts President's Gulf Strategy, *Congressional Quarterly*, 17 novembre 1990, p. 3882.

4. « Uncertain Congress... », cité p. 3881.

gement des troupes ». A ce point du conflit, G. Bush avait réussi à mobiliser le soutien de l'opinion et du Congrès à sa politique de sanctions couplée à une mission défensive des troupes envoyées en Arabie saoudite, mais il n'avait en aucun cas créé un soutien massif pour ce qu'il appelait une option militaire offensive. « Les sondages montraient que la majorité des Américains entendaient en rester aux sanctions économiques même si celles-ci ne réussissaient pas à chasser Saddam du Koweït avant janvier ou février. Un Américain sur quatre seulement était favorable à une entrée en guerre pour libérer le Koweït. »¹

Les audiences publiques organisées par Nunn et d'autres dirigeants du Congrès à l'automne représentent le prix que G. Bush a dû payer pour n'avoir pas suffisamment consulté le Congrès. Comme l'a noté Olivier Duhamel dans le n° 58 de *Pouvoirs* (p. 81), le Congrès a joué un rôle impressionnant en tant que forum de discussion à propos de la crise du Golfe et la plupart des participants au débat (y compris d'anciens commandants militaires) se sont prononcés en faveur d'une stratégie patiente de sanctions plutôt qu'un recours à la guerre. Même si par la suite G. Bush a consulté le Congrès plus souvent, il ne s'est guère montré disposé à en faire un partenaire à part entière dans la gestion de l'effort de guerre à venir. Aux membres du Congrès qui exigeaient qu'il demande une déclaration formelle de guerre pour son action dans le Golfe, G. Bush et ses conseillers répondirent qu'ils ne voyaient même pas la nécessité d'une simple résolution de soutien à la guerre (on raconte que G. Bush se promenait avec un exemplaire de la Constitution dans sa poche et soulignait « les passages qui décrivent l'autorité du président en tant que commandant en chef »)².

Pour correcte qu'ait été la position de George Bush sur le plan légal (une action en justice par un groupe de congressistes démocrates visant à bloquer l'engagement dans la guerre sans autorisation préalable du Congrès fut rejetée par un juge fédéral), elle était sans aucun doute sujette à caution sur la base des principes politiques et moraux énoncés par Summers et d'autres³. Lorsque le Congrès se prononça enfin sur une déclaration de guerre le 12 janvier, la grande majorité des démocrates — qui voulaient poursuivre les sanctions — votèrent contre et la résolution fut adoptée au Sénat avec seulement 5 voix de majorité. Comme nous l'avons déjà mentionné, cette division du Congrès à l'origine s'avéra ne pas être un problème une fois que la guerre fut engagée et progressa rapidement et avec éclat jusqu'à son terme. Cependant, on peut se demander le ton qu'auraient pris les débats sur le progrès de la guerre si les choses ne s'étaient pas déroulées aussi bien et si des centaines de législateurs avaient eu la possibilité de rappeler leur scepticisme à propos du recours à la force.

1. *America at War*, cité p. 46-49.

2. « Uncertain Congress... », p. 3881 ; voir aussi *Bush Faces War Standoff With Congress, Too. Congressional Quarterly*, 22 décembre 1990, p. 4202.

3. Administration Makes Its Case But Fails to Sway Skeptics, *Congressional Quarterly*, 2 décembre 1990, p. 4083-4084.

LE FUTUR « SYNDROME DU GOLFE »

Dans quelle mesure le syndrome vietnamien a-t-il été remplacé par un « syndrome du Golfe » susceptible de rendre les présidents aussi enclins à recourir à la force que leurs prédécesseurs avaient hésité à le faire après la guerre du Vietnam ? Bien que les spéculations autour d'une telle question soient très dangereuses, plusieurs points sont déjà clairs. Tout d'abord, il n'est guère probable que les leçons du Vietnam aient été enterrées dans le Golfe. Comme nous l'avons mentionné plus haut, le Gouvernement Bush a cherché à éviter de nombreuses erreurs politiques et militaires commises à l'époque du Vietnam, et ses successeurs feront sans doute la même chose. En outre, l'épisode de la confrontation entre G. Bush et le Congrès — tout à fait dans le style de ce qui s'était passé à l'époque du Vietnam — amènera sans doute les futurs présidents à ne pas prendre à la légère une opposition du législatif. Deuxièmement, les sondages n'indiquent pas que le public américain soit désormais acquis à une position interventionniste plus dure. Un sondage organisé par *Time* et CNN le 7 mars indiquait que 93 % des Américains interrogés faisaient désormais plus confiance à l'armée et 96 % faisaient plus confiance à la présidence. Cependant, 58 % seulement partageaient l'opinion selon laquelle « les Etats-Unis ne devraient pas hésiter à utiliser leurs forces armées pour protéger leurs intérêts dans le monde », 43 % seulement pensaient que « seuls les Etats-Unis peuvent prendre la direction de la défense de la démocratie dans le monde », et 21 % seulement estimaient que « les Etats-Unis devraient jouer le rôle de gendarme mondial et lutter contre les agressions où qu'elles se produisent »¹. Troisièmement, peu d'analystes s'attendent à voir ressurgir à court terme une situation permettant un succès militaire similaire à celui remporté dans la crise irakienne ; en outre, même la victoire dans le Golfe a perdu un peu de son éclat après sa conclusion plus que brouillonne, en particulier en ce qui concerne la situation des Kurdes. Quatrièmement, la plupart des Américains sont au moins partiellement conscients du déclin enregistré par la puissance militaire de leur pays au cours des dernières décennies. Les Etats-Unis disposent aujourd'hui de moins de la moitié des forces actives dont ils disposaient à l'époque du Vietnam, et cela est apparu clairement à tout le pays quand des milliers de réservistes ont été rappelés pour servir dans le Golfe. Depuis la fin de la guerre du Golfe, les journaux sont pleins d'articles illustrant les coupures opérées dans le budget de la défense ; par exemple une longue liste de bases militaires américaines, considérées vitales dans le passé et qui doivent être fermées, vient d'être rendue publique. Enfin, en 1991 il est impossible pour les citoyens américains d'ignorer les problèmes économiques graves que connaît leur pays et les implications d'une

1. *Time*, 18 mars 1991, p. 20-22.

telle situation pour sa politique étrangère. Les médias ne se sont pas privés de rappeler à longueur d'articles que le rôle de l'Amérique dans la guerre du Golfe n'avait été rendu possible que par les promesses d'aide économique des gouvernements alliés, comme le Japon, l'Allemagne et l'Arabie saoudite. Comme le constatait avec regret un journaliste du *Time* : « La présence de l'Amérique dans le monde est affaiblie et compliquée par la réalité du lent pourrissement à l'œuvre dans le pays. »

Si certains éléments du syndrome vietnamien ont peut-être disparu ou été émoussés par les succès de la guerre du Golfe, le monde ne devrait pas s'attendre à voir une Amérique guidée de façon plus brutale par un nouveau syndrome plus offensif.